

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)
Rapport de mise à jour semestriel
(Janvier au juin 2012)

Numéro et titre du projet	PBF/CAF/B-3 : <i>Projet d'Appui au démarrage du processus Désarmement, Démobilisation et Réintégration des groupes Armés</i>		
Agence bénéficiaire	PNUD		
Partenaires d'exécution (Agence Gouvernementale, Agences ONU, Organisations de la Société Civile)	PNUD		
Lieu:	Zones de conflits : Préfectures de Nana Gribizi, Ouham, Ouham Pendé, Haute Kotto, Bamingui Bangoran et Vakaga		
Objectifs du projet	<ul style="list-style-type: none"> - développer et renforcer les capacités du gouvernement centrafricain, de l'entité d'exécution du programme et des partenaires pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie de DDR acceptée par l'ensemble des parties prenantes - préparer un plan opérationnel détaillé pour la mise en œuvre du programme DDR portant sur le désarmement et la démobilisation des combattants. 		
Effets escomptés	sécurité et paix renforcées en RCA à travers les actions préliminaires au lancement du programme DDR		
Fonds engagés du budget total alloué¹	5 298	% de fonds engagés / budget total alloué: 177 697 USD montant janvier 2012	2,98%
Fonds dépensés² du budget total alloué:	3 778 013	% de fonds dépensés / budget total alloué: 3 955 710 USD	95,51%
Date d'approbation : Date de démarrage : Date de clôture prévue:	1 ^{er} avril 2009 Avril 2009 Décembre 2012	Retard éventuel (mois):	
<u>Résultats atteints (30 juin 2012):</u> Effets escomptés :	sécurité et paix renforcées en RCA à travers les actions préliminaires au lancement du programme DDR		

¹ Fonds engagés sont définis comme des contrats légaux pour des services, des travaux tels que régis par les procédures et régulations financières des agences

² Paiement (services, travaux) sur les engagements.

<p>Le programme de désarmement, démobilisation et réintégration réalisé et communautés d'accueil des ex-combattants assistés</p> <p>indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité de pilotage opérationnel - Organe de mise en œuvre du processus de désarmement, démobilisation et réintégration et du relèvement des communautés, opérationnel - Mécanismes d'information, communication et éducation des communautés, opérationnels 	<p>Résultat 1 : l'organisme d'exécution du programme est doté des capacités techniques et de gestion nécessaires pour le suivi et la mise en œuvre du programme</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes recrutées - Locaux réhabilités - Montants des travaux - Nombre d'équipement <p>Réalisations accomplies</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les experts internationaux ont été mobilisés initialement pour le démarrage du processus et le processus de recrutement du personnel international et national de l'unité de gestion du projet a été partiellement réalisé. Ainsi, 9 experts internationaux et 13 staffs nationaux ont été recrutés en 2009. - L'UDG s'est installée dans les locaux mis à disposition par le Gouvernement fin novembre 2009. - 2 agents de saisie et 1 chauffeur ont été recrutés au cours du 1^{er} trimestre 2010 à Paoua et le recrutement de deux agents communautaire a été finalisé dans la première quinzaine du mois de juin 2010. L'embauche de ces deux agents est en cours. - 2 agents communautaires ont été recrutés et embauchés au cours du 2^{ème} trimestre 2010 (mai) à Kaga-Bandoro. - Tous les équipements des UMDDR sont disponibles. Les procédures d'achat des kits d'assistance aux démobilisés sont en cours de finalisation ; l'appel d'offre est imminent - La configuration et le test des équipements d'identification des XC ont été finalisés. Le questionnaire de profilage a été installé dans le système de gestion de l'information. Les Agents communautaire et les Agents de saisie des Bureaux Régionaux du Nord-ouest ont été formés du 17 au 18 mai sur le programme DDR, la gestion administrative et logistique, du 19 au 20 mai sur la vérification et les outils électroniques d'identification. - Le déploiement des matériels d'identification et des UMDDR est également imminent. 	<p>Solution(s) proposée(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser des ressources supplémentaires pour la poursuite des opérations dans le nord-est ; - Attendre la fin de la saison des pluies pour poursuivre les opérations à condition de disponibiliser les fonds nécessaires, dans le cas contraire ; Clôturer le programme
---	--	---

	<ul style="list-style-type: none"> - L'effectif de l'Unité de gestion a été réduit en février 2011 pour faire face aux contraintes financières. - Un plan de recrutement des agents communautaire a été élaboré pour appuyer la vérification dans le nord-est mais finalement une douzaine de staff national et 1 staff international ont été rappelés pour les opérations de D1D2 dans le Bord-Ouest. - Du 13 juillet au 11 septembre 2011, l'Unité de Gestion du programme a procédé, appuyée par des moyens informatiques et multimédia modernes, au désarmement et à la démobilisation de 4777 combattants de l'APRD dans les zones DDR de Bozoum et Paoua. Ces opérations ont permis de collecter 3491 armes artisanales et 67 armes de guerre, distribuer des kits d'assistance et des frais de transport et d'alimentation aux combattants démobilisés ainsi qu'à 15 repentis de Paoua. - Après les opérations de D1 et D2, l'effectif de l'Unité de Gestion a été une fois encore réduit à partir du 30 septembre, en raison du report de la suite des opérations, compte tenu de la situation sécuritaire qui prévaut dans la zone de Kaga-Bandoro où il est impossible de procéder aux opérations de D1 et D2. - En juin 2012, le personnel de l'Unité de gestion a été rappelé pour le D1 D2 dans le Centre-Nord, Région de Kaga-Bandoro. Après ces opérations l'effectif de l'UDG a été une fois encore réduit à un staff international et 4 staffs nationaux chargés de préparer et planifier les mêmes opérations dans le Nord-est <p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de ressources pour poursuivre le D1 D2 dans le nord-est ; - La mise en veille par trois fois de l'Unité de gestion du fait de l'insuffisance de ressources financières a profondément hypothéqué la poursuite des opérations dans le nord-est ; - L'arrivée de la saison des pluies empêche la poursuite des opérations dans le nord-est 	
	<p>Résultat 2: les membres du Comité de pilotage chargé de définir les orientations stratégiques et suivre la mise en œuvre et la coordination du programme sont dotés de capacités et connaissances leur permettant d'assurer/suivre la formulation d'une stratégie nationale DDR</p>	<p>Solution(s) proposée(s)</p>

	<p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Nombre de personnes recrutées -Nombre d'ordinateurs -Nombre de réunions -Nombre de missions <p>Réalisations accomplies</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Assistant Administratif du CdP a été recruté et a pris fonction. - Le fonctionnement du Secrétariat est assuré avec l'appui du PNUD. Le Secrétariat du Comité de Pilotage fonctionne au sein du PNUD et a été équipé avec un ordinateur, imprimante, enregistreur, téléphone portable et connexion internet. En même temps, les membres des groupes politico militaires et les « personnes ressource » du Gouvernement reçoivent un appui financier pour faciliter leurs tâches, par un système d'indemnité. - Les membres du Comité de Pilotage ont été formés sur les standards internationaux en matière de DDR (IDDRS) en novembre 2009 - Les TDRs pour la mise en place d'un Groupe technique sur la réintégration ont été adoptés par le CDP en décembre 2010 - Le Groupe Technique sur la réintégration a élaboré un document de stratégie nationale de réintégration qui est en instance d'adoption définitive par le CDP - La stratégie de réintégration dont l'élaboration a été appuyée par l'Unité de gestion, a été adoptée le 08 juillet 2011 par le Comité de Pilotage - Le document de stratégie nationale de réintégration a été signé par la Présidence du Comité de Pilotage le 08 juillet 2011 (BINUCA, GoRCA, APRD). - Le GoRCA a désigné un Coordonnateur qui a été entériné par le CdP. La Coordination Nationale de la Réintégration, à travers son coordonateur et son expert en suivi et évaluation, s'est installée dans les locaux du Programme DDR/MAMICA et travaille en synergie avec l'Unité de gestion - Du 22 au 30 novembre 2011 une évaluation des effets actuels des opérations de Désarmement et Démobilisation des ex-combattants de l'APRD dans les zones DDR de Bozoum et 	
--	--	--

	<p>Paoua et d'information et de sensibilisation sur les activités de Réinsertion et de Réintégration a été réalisée par les membres du Comités de Pilotage et de l'Unité de Gestion du Programme DDR.</p> <ul style="list-style-type: none"> - En juin 2012, le Comité de Pilotage a mis en œuvre les opérations de D1 et D2 dans la zone DDR de Kaga-Bandoro avec l'appui de l'Unité de gestion du programme. Au cours de ces opérations, 1587 armes et 3364 munitions ont été collectées dont 33 armes et 1840 munitions de guerre, 1554 armes artisanales et 1524 cartouches de chasse, type calibre 12mm. Tous les combattants démobilisés ont bénéficié d'un kit du PNUD strictement identique à celui distribué lors de la phase précédente, ainsi que d'un pécule de 42 USD visant à couvrir les frais de nourriture de la journée et son transport vers la communauté de réinstallation. <p>Contraintes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De nombreuses dissensions politiques ont occasionné de retard dans la phase préparatoire et la suite des opérations D1 et D2 dans le Centre - Le retard dans la prise de décision relative aux résultats de la démobilisation dans le nord-ouest a également causé du retard dans la poursuite des opérations dans le Centre-nord. - L'insuffisance de ressources financières a retardé la décision de poursuite des opérations dans le Centre-nord - ce qui peut se répercuter sur la phase opérationnelle, rendant très probable une extension du programme. 	
	<p>Résultat 3: les structures institutionnelles de mise en œuvre du programme sont opérationnelles</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Nombre de participants -Nombre de missions à l'intérieur du pays du groupe technique (CP) -Nombre de rencontres -Structures opérationnelles 	<p>Solution(s) proposée(s)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Réduction drastique de l'effectif de l'Unité de gestion le 30 août 2012 pour poursuivre la mise en œuvre des activités résiduelles du programme 2. Recherche de financement additionnel 3. Transfert des activités résiduelles à une structure gouvernementale ou

	<p>Réalisations accomplies</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les termes de références et le règlement interne du CdP ont été validés - Le Comité de Pilotage est mis en place, est opérationnel et pendant la période février-décembre 2009 il s'est réuni 28 fois. - Le Groupe Technique de Travail est mis en place et opérationnel - Les comptes rendu des réunions du CdP sont systématiquement validés afin de s'assurer du consensus obtenu entre toutes les parties prenantes sur toutes les décisions stratégiques - Les termes de référence des Unités Mobiles DDR ont été adoptés par le CdP et 3 Unités Mobiles du DDR ont été constituées - Les termes de références des Comités Locaux DDR (CLDDR) ont été adoptés par le CdP et 8 CLDDR sur 9 prévus ont été mis en place dans les régions de Kaga-Bandoro et Paoua. - Dans le Nord-Est, 1 CLDDR a été mis en place à Birao le 17 mars 2010 et 2 autres à Tiringoulou et Sam-Ouandja lors de la campagne de sensibilisation qui s'est déroulée du 10 mai au 30 mai 2010 <p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de financement des activités des CLDDR ayant occasionné leur suspension - Absence de financement des activités des Bureaux régionaux ayant occasionné leur suspension - Absence de financement pour la poursuite du processus dans les zones non encore couvertes 	<p>internationale qui sera mise en place</p>
	<p>Résultat 4: Un document de programme DDR intégrant les dimensions Genre et Droits humains est adopté</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Document de programme <p>Réalisations accomplies</p> <ul style="list-style-type: none"> - Document d'un programme DDR avec les dimensions Genre et 	<p>Solution(s) proposée(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer auprès des bailleurs - Recherche de financements supplémentaires

	<p>droits humains finalisé.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des réunions de travail avec l'ensemble acteurs nationaux (du gouvernement de la société civile, etc.) et internationaux (des Nations Unies et autres partenaires) et autres partenaires impliqués dans le processus DDR, ont été organisées avant la présentation de Prodoc au CP. Le document du programme DDR a été examiné, adopté, validé par le Comité de Pilotage en décembre 2009 et signé le 12 décembre 2009. <p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion parallèle des fonds 	
	<p>Résultat 5 : une stratégie de mobilisation des ressources financières est élaborée et les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du programme DDR sont mobilisées.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Montant de ressources mobilisées -Nombre d'accords de contribution <p>-Fonds Fiduciaire opérationnel</p> <p>Réalisations accomplies</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Commission Européenne, la Banque Mondiale, la France et autres bailleurs de fonds potentiels sont inclus dans toutes les activités du CP. - Le Fonds fiduciaire est mis en place et une note d'information a été préparée (notamment sur sa description, ses modalités d'alimentation et de gestion) et distribuée aux partenaires potentiels. - Le Gouvernement a mobilisé l'équivalent de 12 millions de dollars auprès de la CEMAC. Ces fonds n'ont pas été reversés dans le Fonds fiduciaire géré par le PNUD mais géré de manière parallèle. <p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion parallèle des fonds mobilisés : - Insuffisance des ressources du programme - Exactions des éléments de Babaladé dans le Centre-nord 	<p>Solution(s) proposée(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser des ressources suffisantes pour la mise en œuvre de la réintégration et la poursuite du processus dans les zones non encore libérées ; - Mettre en œuvre la réintégration dans les zones libérées dans un meilleur délai pour permettre aux combattants déjà démobilisés de se détourner définitivement des armes et de la violence comme moyen de revendications sociales et politiques; - Eradiquer la présence et la circulation des éléments de Baba Laddé et de la LRA pour éviter qu'elles servent de prétexte au réarmement dans les zones libérées ; - Mettre en œuvre les opérations D1 et D2 dans le Nord-est du pays dans un meilleur délai ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Exactions de la LRA dans le nord-est 	
	<p>Résultat 6: les critères d'éligibilité cohérents sont établis ; les combattants et associés y répondant sont identifiés et répertoriés.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Tableau des critères -Définition du statut de combattant -Missions de terrain -Nombre de Fiches d'enregistrement -Document POC définitif <p>Réalisations accomplies</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les critères d'éligibilité des ex-combattants ont été adoptés par le CP. - les listes des 5 mouvements politico- militaires (APRD, UFDR, UFR, MLCJ, FDPC) ont été remises le 1^{er} avril 2009 pour l'UFDR, l'APRD et l'UFR et le 26 novembre 2009 pour le FDPC. - Les listes des combattants ont été mises en cohérence avec les zones et sites de DDR et rattachées à des CLDDR. Elles ont été répertoriées. - Les Zones DDR ont été identifiées et soumises à la MICOPAX pour identification des Sites DDR dans les localités mentionnées. - Le plan des Opérations Conjoint (POC) a été élaboré et adopté par le CDP. Les mises à jour ont été faites par l'Unité de gestion. La validation des mises à jour par le CDP est imminente - La vérification des listes a été effectuée dans le Nord-Ouest en ce qui concerne les éléments de l'APRD et de l'UFR. - La vérification dans le Nord-est a été préparée et planifiée en mai 2011 <p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Retard dans la ratification par la CPJP de l'Accord de paix 	<p>Solution(s) proposée(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour le dialogue politique Gouvernement CPJP en vue de la ratification - Mettre en œuvre les opérations de vérification des listes, de désarmement et démobilisation des combattants dans le nord-est ainsi que des combattants de la CPJP

	<p>global de Libreville devant ouvrir la voie à l'établissement des listes, à la vérification et au désarmement démobilisation des combattants de la CPJP insérée dans le processus.</p>	
	<p>Résultat 7: les profils socio-économiques des futurs démobilisés, les besoins des communautés d'accueil et des groupes vulnérables ainsi que les opportunités économiques adaptées à l'ensemble de ces besoins sont connus.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Nombre de consultants et enquêteurs recrutés -Nombre de séances de discussions -Nombre d'études <p>Réalisations accomplies</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'étude socioéconomique des zones DDR et le profilage socioéconomique des combattants ont été réalisés. Les résultats de l'étude ont été présentés au Groupe Technique le 08 mai 2010. Le rapport final est en cours duplication - En septembre 2010, un mini profilage des Combattants a été fait au moment des opérations de vérification par l'Unité de gestion pour cartographier les localités de réinstallation des combattants après la démobilisation. - Pendant les opérations de Désarmement et de démobilisation qui se sont déroulé du 13 juillet au 11 septembre 2011 dans une partie du Nord-Ouest, - un profilage complet des combattants de l'APRD a été réalisé dans les zones couvertes par ces opérations, pour permettre de valider l'identité des combattants et confirmer le choix des localités ainsi que les options de réinsertion. Ces informations sont disponibles pour orienter la réintégration des ex-combattants. <p>Contraintes</p> <p>Retard dans le lancement de l'étude</p>	<p>Solution(s) proposée(s)</p>

	<p>Résultat 8:</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Document de campagne d'information/sensibilisation/communication en direction des ex-combattants - Nombre de messages diffusés, de sketches, etc. <p>Réalisations accomplies</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les deux phases préliminaires de la campagne de sensibilisation prévue dans la phase préparatoire du DDR ont été réalisées respectivement le 17 août 2009 et le 21 mars 2010 dans le Nord-ouest - Dans le Nord-est la campagne de sensibilisation préliminaire s'est déroulée du 10 mai au 30 mai 2010. - L'Unité de Gestion a élaboré les TdR d'une mission d'évaluation de la situation dans les ex-zones DDR de Bozoum et Paoua, d'information et de sensibilisation sur la paix et la réconciliation qui ont été validés par le Comité de Pilotage. Cette mission est prévue du 22 au 30 novembre 2011. - Les ex-combattants et les populations des zones DDR de Bozoum et Paoua ont été informés sur la suite du processus et la réintégration des ex-combattants à travers les réunions d'expression et les séances de sensibilisation de masse qui se sont déroulées du 22 au 30 novembre 2011. La Mission a délivré des messages de pardon et de réconciliation ainsi que sur la nécessité de se mettre au travail, ensemble pour relever les zones sinistrées <p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un grand décalage entre les différentes phases du processus a entamé la confiance et le comportement des démobilisés 	<p>Solution(s) proposée(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> - maintenir la communication avec les démobilisés par l'intermédiaire de la Coordination Nationale de la Réintégration - apaiser l'impatience des démobilisés par des microprojets et les activités génératrices de revenus en attendant la phase de réintégration
<p>(3) Conclusions sur les leçons à tirer : Le programme DDR des groupes politico-militaires signataires de l'Accord de Paix Global, lancé en Avril 2009, a pu, malgré plusieurs retards dans la mise en œuvre des différentes opérations, a permis de désarmer, démobiliser environ 6500 combattants. Ceux-ci ont reçu chacun, un kit du PNUD constitué de différents matériels de première nécessité ainsi qu'un kit du gouvernement en espèce d'un montant de 100 000 F Cfa et sont retournés dans leur communauté d'origine. Ainsi, les barrières illégales érigées par les ex-combattants ont été enlevées, les conflits violents, les violations des droits de l'homme ont été considérablement réduits, la vie en communauté a été reprise. Une mission d'évaluation des effets du désarmement a été menée en décembre 2011 et</p>		

a permis de constater la volonté des populations et des ex-combattants à vivre et travailler ensemble à travers leur retour progressif dans les villages. La mission d'évaluation a fait ressortir la nécessité d'une communication soutenue et régulière avec les démobilisés, pour éviter les désinformations et leur faire comprendre que des actions en leur faveur sont en cours de planification. Elle a permis également aux membres de la mission d'identifier un certain nombre d'axes pour les messages de sensibilisation et les actions de communication pour la paix, la réconciliation et le développement. Les risques de conflit et de retour de l'insécurité sont réduits, surtout avec l'évacuation par la force de Babaladé et ses éléments dont la force de nuisance s'était étendue du Centre-nord jusqu'au nord-ouest. Il revient au gouvernement de prendre la relève pour sécuriser les zones libérées.